

NICOLAS IMBERT, DIRECTEUR DE GREEN CROSS FRANCE ET TERRITOIRES

Le tempo politique impose une grande vigilance

Chaque mois, le *BIP* demande à une personnalité du monde de l'énergie de commenter l'actualité du mois écoulé. En mai, la France a changé de président de la République, un nouveau gouvernement a été nommé qui rapatrie (selon le mot de Nicole Bricq) l'énergie au sein du développement durable. Un grand débat sur la transition énergétique, promis par le candidat François Hollande, s'annonce. Le mois dernier a également eu lieu un G8, dont le communiqué final inquiète les défenseurs de l'environnement. De bonnes raisons pour rencontrer Nicolas Imbert, directeur de l'ONG Green Cross France et Territoires.

BIP Green Cross France et Territoires n'est pas, en France, la plus connue des ONG. Pouvez-vous nous la présenter brièvement ?

Green Cross a été créée par l'ancien président de l'URSS (*de 1985 à 1991 - ndlr*), Mikhaïl Gorbatchev, au lendemain du Sommet de la Terre de Rio, en 1992, auquel il a participé en tant que l'une des deux seules personnalités qui n'étaient pas des chefs d'État en activité, la seconde étant le commandant Cousteau. L'ancien responsable soviétique a été très sensibilisé à la question environnementale par l'événement majeur qu'a été la catastrophe de Tchernobyl, vécue sous sa présidence.

L'ONG, qu'il préside toujours, est présente dans 34 pays et compte 200 000 membres à l'international, dont 150 000 en Suisse. Green Cross réfléchit sur la question du rapport entre l'homme et son environnement, sur le triptyque eau-alimentation-énergie. Sa préoccupation : que chacun ait accès à la ressource et que celle-ci soit encore disponible et non polluée pour les générations futures. Mais nous ne faisons pas que réfléchir, nous travaillons aussi, notamment sur des projets d'accès à l'eau, par exemple au Ghana, en Bolivie...

BIP Et en France ?

L'Organisation a été réactivée en France en 2011, après y avoir cessé ses activités depuis 2007. L'émergence de Rio+20 et la nécessité de promouvoir une nouvelle dynamique dans la lutte contre le changement climatique ont été à l'origine de ce retour dans l'Hexagone.

BIP La France a changé, le mois dernier, de majorité présidentielle. Au vu des débats qui ont pu avoir lieu pendant la campagne sur les thèmes énergie-climat, que vous inspire ce tournant ?

Green Cross est une organisation totalement a-partisane, je serai réservé sur le sujet. L'élection présidentielle est l'occasion d'un nouveau départ. Nous sommes attentifs, contributifs et trouvons le mode de fonctionnement intéressant. Ce que l'on a pu constater pendant la campagne, c'est la volonté de l'équipe de François Hollande de réfléchir avec les ONG sur la stratégie énergétique. D'autre part, la composition du gouvernement témoigne de la volonté d'une prise en compte globale des questions liées à l'environnement et à l'énergie. Nous sommes donc en situation de confiance vis-à-vis du nouveau pouvoir, ce qui n'exclut pas le contrôle sur ce qui va se passer.

Le tempo des événements impose la plus grande vigilance : G-8, G-20, Rio+20 et, en France, le futur débat sur la transition énergétique. Je m'explique : un passage du communiqué final du G-8, tenu à Camp David les 18 et 19 mai, suscite quelque inquiétude chez les défenseurs de l'environnement. Les forages en eaux profondes et la fracturation hydraulique y sont mentionnés comme pouvant être autorisés en tenant compte des préoccupations environnementales...

D'autre part, alors que les premières négociations, dans le cadre de la préparation de Rio+20, semblaient aller dans la bonne direction, nous constatons, depuis fin avril, énormément de régressions, notamment sur le cadre éthique qui n'est pas pris en compte dans le draft zéro (avec une disparition de la référence à la Charte de la Terre). Le droit à l'eau, confirmé en 2010 par les Nations Unies, n'apparaît plus. Nous allons suivre de très près et le G20 qui se tient juste avant, et Rio+20.

BIP **Le débat sur la transition énergétique voulu par François Hollande suscite beaucoup d'attentes. Comme, en son temps, le Grenelle de l'environnement. Qu'a-t-il manqué à ce dernier pour être le succès espéré ?**

Green Cross n'a pas participé aux discussions du Grenelle, qui a par ailleurs oublié deux grandes catégories d'acteurs : les parlementaires et les collectivités. Ce qui a énormément péché dans cette grande consultation, ce n'est pas sa réalisation, mais son suivi. Outre le fait que le nucléaire n'a pas fait partie du périmètre des discussions. On peut apprécier les progrès faits dans l'efficacité énergétique, être plus circonspect sur les avancées dans le secteur des transports et inquiets sur les lacunes du suivi. Sans compter que l'ensemble des sujets environnement-santé ont été soit oubliés, soit survolés.

BIP **Concernant le nucléaire, François Hollande ayant déjà fixé l'objectif d'une part de 50 %, au lieu de 75, dans la production d'électricité à l'horizon 2025, peut-on estimer que le débat reste ouvert ?**

La position de Green Cross, par la voix de son président, est que le nucléaire n'a pas d'avenir, que la création de nouvelles installations ne devrait, en conséquence, même pas se poser. Il en est ainsi pour l'EPR. En Finlande, nous entendons que, face aux retards et aux coûts de sa construction et d'opération revus à la hausse, le pays aurait d'ailleurs examiné et étudié le scénario d'un éventuel renoncement au projet.

En France, nous avons l'impression que des annonces récentes, notamment la commande, fin 2011, par EDF de 44 générateurs de vapeur, laissent supposer une possibilité de passer outre le débat public en préemptant le renouvellement et la mise à niveau des installations nucléaires pour les 20 à 30 prochaines années. Nous sommes inquiets de cette éventualité et serons très attentifs au respect de la transparence et du débat contradictoire sur les enjeux de stratégie énergétique.

Au-delà des objectifs fixés, c'est sur les questions qui se poseront sous la mandature même qu'il faut s'arrêter : la fermeture de Fessenheim, le démantèlement et la sûreté de fonctionnement du parc existant. Sachant que la facture en termes d'assurances, suite à un accident nucléaire, se chiffre en dizaines de milliards d'euros. L'Ukraine consacre 5 % de son budget à la réparation des conséquences directes de Tchernobyl et considère que c'est insuffisant... Ce coût crée, en outre, une distorsion de concurrence manifeste vis-à-vis des activités - telles que l'éolien, par exemple - qui, elles, assument leur risque et le coût de leurs externalités.

Un autre point sur lequel nous serons extrêmement vigilants concerne le démantèlement et le bon traitement des combustibles irradiés (uranium, MOX) devenus déchets en l'absence de débouchés. La Cour des comptes, dans le rapport publié en janvier dernier, a mis en avant les faiblesses du mode opératoire qui est proposé avec un délai de 60 ans entre le décommissionnement et le démantèlement, et un statut ambigu sur le combustible.

BIP **Autre sujet, qui devrait resurgir dans les débats : l'exploration-production des gaz et huiles de schiste. Quelle est la position de Green Cross sur ce sujet ?**

Nous regrettons que, dans le débat qui a eu lieu en 2011 avant la loi du mois de juillet, il n'y ait pas eu d'étude d'impact. Green Cross a lancé, en impliquant des étudiants et enseignants de l'école Centrale, une étude qui devrait permettre de mesurer les enjeux environnementaux, territoriaux et sociaux d'un tel développement et préciser le compromis bénéfique / risque. Elle sera publiée dans la deuxième moitié de 2012, avec un document intermédiaire en juillet ou en septembre. Il s'agit, notamment, de modéliser les effets à moyen et long termes sur la santé, tout en étudiant aussi les éventuels conflits d'usage autour de la question de l'eau.